



CHAPITRE 55

Loi concernant la liquidation des compagnies à fonds social

[Sanctionnée le 27 mars 1963]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S. R., c.
278, titre
mod.

1. Le titre de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social (Statuts refondus, 1941, chapitre 278) est modifié en retranchant, dans la deuxième ligne, le mot "VOLONTAIRE".

Id., a. 1,
mod.

2. L'article 1 de la dite loi est modifié en retranchant, dans la deuxième ligne du texte français, le mot "volontaire".

Id., sec. I,
sous-titre
mod.

3. Le sous-titre de la section I de la dite loi est remplacé par le suivant "DU MODE DE LIQUIDATION VOLONTAIRE".

Id., a. 18,
mod.

4. L'article 18 de la dite loi est modifié en retranchant, dans les première et deuxième lignes, le mot "volontaire".

Id., s. IV,
sous-titre,
mod.

5. Le sous-titre de la section IV de la dite loi, édicté par l'article 1 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 41, est modifié en retranchant, dans la deuxième ligne, le mot "PRIVÉES".

Id., a. 24,
ab.

6. L'article 24 de la dite loi, édicté par l'article 1 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 41, est abrogé.

CHAPTER 55

An Act respecting the winding-up of joint stock companies

[Assented to 27th March 1963]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The title of the Winding-up Act (Revised Statutes, 1941, chapter 278) is amended by striking out the word "VOLUNTARY" in the first line.

2. Section 1 of the said act is amended by striking out the word "volontaire" in the second line of the French text.

3. The sub-title of Division I of the said act is replaced by the following "METHOD OF VOLUNTARY WINDING-UP".

4. Section 18 of the said act is amended by striking out the word "voluntary" in the first line.

5. The sub-title of Division IV of the said act, enacted by section 1 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 41, is amended by striking out the word "PRIVATE" in the first line.

6. Section 24 of the said act, enacted by section 1 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 41, is repealed.

S. R., c. 278, a. 25, remp.
7. L'article 25 de la dite loi, édicté par l'article 1 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 41, est remplacé par le suivant:

Liquidation ordonnée par le juge.

"25. A la requête d'un actionnaire, la Cour supérieure peut ordonner la liquidation d'une compagnie lorsqu'elle est d'avis que, pour une raison autre que la faillite ou l'insolvabilité, il est juste et équitable que cette compagnie soit liquidée."

S. R., c. 278, a. 26, mod.
8. L'article 26 de ladite loi, édicté par l'article 1 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 41, est modifié:

a) en retranchant, dans les deuxième et troisième lignes du deuxième alinéa, les mots "dont elle détermine la rémunération,";

b) en remplaçant les trois premières lignes du quatrième alinéa par les mots "La cour, en émettant l'ordonnance de liquidation, et, en tout temps par la suite, la cour ou l'un de ses juges peut donner tout ordre".

Id., aa. 26a à 26d, aj.
9. La dite loi est modifiée en insérant après l'article 26 les suivants:

Arrêt des procédures.

"26a. Lorsque l'ordonnance de liquidation a été rendue, le juge peut, à la demande de la compagnie, du liquidateur, d'un actionnaire, d'un créancier ou d'un contributeur, arrêter le cours de toute action, poursuite ou procédure contre la compagnie, aux conditions qu'il juge à propos.

Créancier garanti.

"26b. Le juge ne doit pas différer le droit d'un créancier garanti de réaliser sa garantie ou d'en disposer autrement, sauf selon les dispositions suivantes:

a) dans le cas d'une garantie pour une dette échue à la date de l'ordonnance de liquidation, ce droit ne doit pas être différé plus de six mois à compter de cette date;

b) dans le cas d'une garantie pour une dette qui devient échue après la date de l'ordonnance de liquidation, ce droit ne doit pas être différé plus de six mois à compter de la date d'échéance de cette dette, ni sans que soient acquittés tous les versements d'intérêts en souffrance depuis six mois.

R. S., c. 278, s. 25, replaced.
7. Section 25 of the said act, enacted by section 1 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 41, is replaced by the following:

"25. Upon the petition of a shareholder, the Superior Court may order the winding-up of a company whenever it is of the opinion that, for a reason other than bankruptcy or insolvency, it is just and equitable that the company be wound-up."

R. S., c. 278, s. 26, am.
8. Section 26 of the said act, enacted by section 1 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 41, is amended:

a. by striking out, in the second and third lines of the second paragraph, the words "whose remuneration it shall fix,";

b. by replacing the first three lines of the fourth paragraph by the words "The court, when making the winding-up order, and, at any time thereafter, the court or one of its judges may".

Id., s. 26a to 26d, added.
9. The said act is amended by inserting, after section 26, the following sections:

"26a. When the winding-up order has been made the judge, upon the application of the company, the liquidator, a shareholder, a creditor or a contributory, may restrain further proceedings in any action, suit or proceeding against the company, upon such terms as he thinks fit.

"26b. The judge shall not postpone the right of a secured creditor to realize or otherwise deal with his security, except as follows:

a. in the case of a security for a debt due at the date of the winding-up order, such right shall not be postponed for more than six months from such date;

b. in the case of a security for a debt that becomes due after the date of the winding-up order, such right shall not be postponed for more than six months from the date of maturity of such debt, nor unless all instalments of interest six months overdue have been paid.

Détails
de la ga-
rantie.

"26c. Un créancier garanti doit, dans un délai de trente jours après que le liquidateur lui en fait la demande par écrit, déposer entre les mains du liquidateur un affidavit énonçant les détails complets de sa garantie.

"26c. A secured creditor, within a delay of thirty days after demand in writing made upon him by the liquidator, must file with the liquidator an affidavit giving full particulars of his security.

Particu-
lars of
security.

Rachat.

"26d. Le liquidateur peut racheter une garantie sur paiement de la créance."

"26d. The liquidator may redeem a security on payment of the debt."

Redemp-
tion.

S. R., c.
278, a. 28,
mod.

10. L'article 28 de la dite loi, édicté par l'article 1 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 41, est modifié:

10. Section 28 of the said act, enacted by section 1 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 41, is amended:

R. S., c.
278, s. 28,
am.

a) en insérant, dans la quatrième ligne, après le mot "liquidation" le mot "judiciaire";

a. by inserting the word "judicial" before the word "winding-up" in the fourth line;

b) en retranchant, dans la cinquième ligne, le mot "privées".

b. by striking out the word "private" in the fourth line.

Id., a. 29,
aj.

11. Ladite loi est modifiée en y insérant, après l'article 28, le suivant:

11. The said act is amended by inserting, after section 28, the following:

Id., s. 29,
added.

Appel.

"29. Il y a appel à la Cour du banc de la reine, selon la procédure ordinaire, de l'ordonnance de liquidation de la compagnie. Cet appel est entendu par privilège, d'une manière sommaire, conformément à l'article 1225 du Code de procédure civile.

"29. There shall be an appeal to the Court of Queen's Bench, according to the ordinary procedure, from the order to wind-up the company. Such appeal shall be heard by preference, in summary manner, in conformity with article 1225 of the Code of Civil Procedure.

Appeal.

Ordon-
nance, etc.
définitive.

Toute autre ordonnance ou décision de la cour ou de l'un de ses juges ayant trait à cette liquidation est définitive."

Any other order or decision of the court or one of its judges relating to such winding-up shall be definitive."

Order,
etc., de-
finitive.

C. C., a.
368, mod.

12. L'article 368 du Code civil tel qu'il se lit dans l'article 5797 des Statuts réformés, 1888, est modifié en retranchant, dans la première ligne du paragraphe 6, le mot "volontaire".

12. Article 368 of the Civil Code as it reads in section 5797 of the Revised Statutes, 1888, is amended by striking out the word "voluntary" in the first line of paragraph 6.

C. C., art.
368, am.

S. R., c.
290, a. 30,
vers. fr.
mod.

13. L'article 30 de la Loi des syndicats coopératifs de Québec (Statuts réformés, 1941, chapitre 290) est modifié en retranchant, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa du texte français le mot "volontaire".

13. Section 30 of the Quebec Co-operative Syndicates Act (Revised Statutes, 1941, chapter 290) is amended by striking out the word "volontaire" in the second line of the second paragraph of the French text.

R. S., c.
290, s. 30,
Fr. ver.,
am.

Entrée en
vigueur.

14. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

14. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.